

Brochure n° 3060

**Convention collective nationale**

IDCC : 1930. – **MEUNERIE**

---

AVENANT N° 26 DU 27 DÉCEMBRE 2007  
RELATIF AU CONTINGENT D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES

NOR : *ASET0850183M*

IDCC : *1930*

---

Entre :

L'association nationale de la meunerie française (ANMF) ;  
Le syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA) ;  
Le comité français de la semoulerie industrielle (CFSI) ;  
Le syndicat de la rizerie française (SRF),

D'une part, et

La CSFV-CFTC ;  
La FGTA-FO ;  
La FNAA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu d'apporter les modifications suivantes à l'avenant n° 5 du 12 mars 1999 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail :

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour objet de réviser les dispositions de l'avenant n° 5 du 12 mars 1999 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail, modifié par l'avenant n° 6 du 25 novembre 1999, par l'avenant n° 9 du 23 février 2000 et par l'avenant n° 11 du 31 octobre 2000 afin de le réactualiser au regard des réformes réglementaires et législatives intervenues depuis.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Contingent annuel conventionnel d'heures supplémentaires*

Le 1<sup>er</sup> alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 2 est remplacé par deux nouveaux alinéas ainsi rédigés :

« Le contingent annuel d'heures supplémentaires prévu par l'article L. 212-6 du code du travail est fixé à :

- 220 heures pour les chauffeurs et les chauffeurs-livreurs ;
- 220 heures pour les salariés itinérants non cadres ;
- 188 heures pour le personnel de maintenance et le personnel de production ;
- 130 heures pour les autres catégories de salariés soumis au contingent d'heures supplémentaires, dans les entreprises employant plus de 20 salariés. A titre dérogatoire, ce contingent est porté à 188 heures dans les entreprises de 20 salariés au plus.

Ces contingents s'appliquent également en cas de modulation du temps de travail (en application de l'article L. 212-8 du code du travail). »

## **Article 2**

### *Dérogation*

Le présent accord s'impose aux établissements, entreprises et groupes qui ne peuvent y déroger que dans un sens plus favorable aux salariés.

## **Article 3**

### *Date d'application*

Le présent avenant s'appliquera à l'ensemble des entreprises de la branche et à leurs salariés, le premier jour du mois suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

## **Article 4**

### *Publicité. – Dépôt*

Le présent avenant sera déposé auprès de la direction des relations du travail et au conseil des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

## **Article 5**

### *Extension*

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent avenant, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 27 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)